

La Lettre

de la Fondation de la Résistance

*Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 93 – juin 2018 – 5,50 €*



Dossier thématique

**Les relations entre
la Résistance intérieure
et la France libre**

Histoire d'objets de la Résistance

Cette rubrique de *La Lettre* présente, chaque trimestre, l'histoire d'un objet emblématique de la Résistance. Elle montre comment ces objets ont marqué durablement l'histoire et la mémoire de la Résistance. Les lecteurs peuvent retrouver d'autres objets commentés de la sorte grâce au musée de la Résistance en ligne www.museedelaresistanceenligne.org

L'évolution des procédés de codage des radios clandestins

Une guerre technologique s'engage durant la Seconde Guerre mondiale dans le domaine du chiffrement. La mise au point de mouchoirs sur lesquels sont imprimés des clés de codage est une avancée majeure pour la sécurisation des messages clandestins transmis aux Alliés.

Les liaisons radiotélégraphiques clandestines permettent de transmettre à l'état-major allié les renseignements militaires, politiques et économiques urgents collectés par les réseaux de Résistance en France. Elles permettent également l'organisation des opérations maritimes et aériennes par lesquelles transitent les courriers (informations moins urgentes) et certains agents des réseaux mais aussi les parachutages, tout en coordonnant les différents groupes de résistants. Ces liaisons vitales s'établissent entre un émetteur fixe appelé « la centrale » (ou « *home station* ») située en territoire libre (Angleterre ou Algérie libérée) et un émetteur-récepteur mobile appelé « la station » (ou « *out station* »), opérant en territoire contrôlé par l'ennemi.

Les messages radiotélégraphiques transmis en morse par les résistants sont entendus et enregistrés par les services allemands. Installés dans des stations d'écoute et de repérage réparties dans toute l'Europe occupée, ils cherchent à comprendre leur contenu en « cassant le code » utilisé. La qualité du codage est donc un élément essentiel pour assurer la sécurité des missions et des agents opérant en terrain ennemi. Le texte « en clair » doit être transcrit en un message codé que seul le destinataire doit comprendre. Ce message codé est formé de groupe de cinq lettres sans signification apparente. L'opérateur radio clandestin reçoit d'un agent de liaison les messages déjà codés par l'expéditeur qu'il transmet sans connaître la teneur.

La double transposition : un codage long et complexe

Jusqu'en septembre 1943, le principal procédé de codage utilisé par les agents opérant en France est « la double transposition⁽¹⁾ ». Ce procédé de cryptologie consiste à partir d'une citation ou d'une phrase connue du destinataire et de l'expéditeur de générer une première clé numérique qui sert à opérer le codage du message en clair. Le texte écrit horizontalement est alors réparti en colonnes verticales. Le message ainsi codé est ensuite réparti par groupe de cinq lettres qui lui-même est à nouveau codé à l'aide d'une deuxième citation. Au début un livre possédait par le chiffreur et le déchiffreur procurent ces clés de codage. Il suffit au début du message de transmettre l'indication de la page et

des lignes retenues. Par la suite, le livre est remplacé par une poésie apprise par cœur par le radio et dont les vers fournissent autant de double-clés de chiffrement. Les systèmes à double transposition sont complexes et longs à mettre en œuvre et demandent une attention soutenue. Un quart d'heure est nécessaire pour chiffrer un message de 140 lettres et tout autant pour son déchiffrement. La moindre erreur commise au codage rend le message indéchiffrable par le correspondant. En outre, les machines de cryptologie allemande parviennent à casser ce type de code en quelques semaines.

Le one pad time : un chiffrement fiable

Mis en place en septembre 1943 par le *Special Operation Executive*, le « système A-Z » est une réelle avancée en matière de chiffrement. Dans ce système, les clés de cryptage (suites de chiffres) sont préparées à l'avance et sont imprimées sur des mouchoirs de soie donnés aux agents et aux opérateurs radio⁽²⁾ avant leur départ pour la France. Ils partent avec deux séries de clés. L'une intitulée « *out station to home* » (station vers la centrale) permet le cryptage des messages avant de les adresser à la centrale. L'autre clé, sous la rubrique « *home to out station* » sert au déchiffrement des messages provenant de la centrale. Chaque ligne de codage est identifiée par un groupe de cinq lettres qui est transmis en début et à la fin du message pour indiquer la ligne à utiliser pour le déchiffrement. Les avantages de ce système sont multiples. Agents et radios n'ont plus à retenir par cœur une poésie avec les aléas que cela comporte en cas d'erreur même minime pour le chiffrement. Surtout les clés sont générées par une machine de manière aléatoire et sans logique, ce qui accroît la fiabilité du procédé. En revanche, ces mouchoirs de codage sont des objets compromettants que les agents et les radios dissimulent au mieux lors de leurs multiples déplacements afin de limiter les risques d'arrestations lors de fouilles fréquentes dans les gares, les transports... De plus, une règle stricte doit être scrupuleusement observée. Chaque clé, connue que des deux correspondants, ne doit servir

qu'une seule fois. Après utilisation, l'agent doit découper la ligne du mouchoir et la brûler. En effet, en cas d'arrestation, cette clé donnerait aux Allemands les moyens de déchiffrer les messages précédemment envoyés et enregistrés par leurs stations d'écoute.

Ce système, appelé aussi *One time pad* (clé à usage unique) ou chiffrement à masque jetable, réputé inviolable, a perduré longtemps après la Seconde Guerre mondiale. ●

Frantz Malassis

(1) Pour mieux comprendre ce procédé de chiffrement, on se reportera à la fiche « Les liaisons radios clandestines » de l'auteur dans l'espace pédagogique du musée de la Résistance en ligne accessible grâce à ce lien : http://www.museedelaresistanceenligne.org/musee/doc/pdf/ressource_bibliographique/12659.pdf

(2) Chaque opérateur radio dispose d'un code propre qui lui sert à correspondre avec sa centrale sur les questions de service ou de sécurité personnel et ce de façon indépendante des codes qu'il ne connaît pas et qui servent à crypter les messages qu'il reçoit ou transmet.

Sources

- « Liaisons radios », article de Robert Belot in *Dictionnaire historique de la Résistance*, Paris, Laffont, 2006, pp. 670-671.
- Jean-Louis Perquin, *Les opérateurs radio clandestins. SOE, BCRA, OSS*, Paris, Histoire et Collections, 2011, pp. 62-65.
- Amicale des réseaux action de la France combattante, *Les réseaux action de la France combattante 1940-1944*, 1986. Ce livre, téléchargeable depuis ce lien : http://www.fondationresistance.org/pages/accueil/les-reseaux-action-france-combattante_publication6.htm, aborde de façon très claire les techniques utilisées par les réseaux de résistance et notamment les techniques de codage, pp. 225-257.

Sur ce mouchoir de soie

« *Out station to home* » (station vers la centrale) sont imprimées des suites de chiffres qui constituent autant de clés à usage unique utilisées pour le cryptage des messages avant leur envoi par liaisons radios clandestines.

En couverture : « *Un seul combat pour une seule patrie* », affiche réalisée par Knopf et imprimée à Manchester par *The Star Process Engraving Co Ltd* pour la France libre (75x50cm, sans date). © Musée de l'Ordre de la Libération.

Cette affiche de propagande invite à s'engager dans les Forces françaises combattantes. Elle montre l'unité qui existe entre la Résistance intérieure, personnifiée par un ouvrier muni d'une clé à molette, et les Forces françaises libres, figurées par un soldat en arme. Unis dans un même élan patriotique, ils combattent ensemble pour libérer la France sous l'autorité du général de Gaulle.



Sommaire

DOSSIER THÉMATIQUE

Les relations entre la Résistance intérieure et la France libre

- Des premières prises de contact à l'unification : les relations entre la Résistance intérieure et la France libre p. I à V
Par Fabrice Grenard
- Une mission pour unifier la Résistance en zone Nord : «Arquebuse-Brumaire » (27 janvier-15 avril 1943) p. VI
Par Fabrice Grenard
- Les liaisons aériennes : un trait d'union entre la Résistance intérieure et la France libre p. VII
Par Frantz Malassis
- Un acteur au cœur des relations entre Londres et la Résistance métropolitaine : Daniel Cordier p. VIII
Par Fabrice Grenard

Histoire d'objets de la Résistance.....p. 2

La vie de la Fondation de la Résistance

- Activités du département recherche et pédagogie..... p. 4
- Activités du département AERI p. 7
- Activités du département documentation et publications p. 8

Les activités de l'Association des amis de la Fondation de la Résistance..... p. 5

À lire..... p. 6

Malgré toutes les démarches entreprises, la Fondation de la Résistance n'a pas pu retrouver les ayants droit de certaines photographies et œuvres graphiques. Les personnes disposant de ces droits peuvent prendre contact avec la Fondation de la Résistance.

Éditeur: Fondation de la Résistance
Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
30, boulevard des Invalides - 75007 Paris
Téléphone: 01 47 05 73 69
Télécopie: 01 53 59 95 85
Site internet: www.fondationresistance.org
Courriel: contact@fondationresistance.org
Directeur de la publication: Gilles Pierre Levy, Président de la Fondation de la Résistance.
Rédacteur en chef: Frantz Malassis
Comité de rédaction: Fabrice Bourrée, Paulina Brault, Fabrice Grenard, Frantz Malassis, Jean Novosseloff, Hélène Staes
Fichier des abonnés: Amélia Polonia-Vaz
Maquette et impression: humancom - 2 bd du général de Gaulle - 92120 Montrouge.
Revue trimestrielle. Abonnement pour un an: 20 €. n° 93: 5,50 €
Commission paritaire n° 1120A07588 - ISSN 1263-5707
Dépôt légal: juin 2018



Le mot du Président

Il y a 25 ans, des résistants venus de tous les horizons ont créé la Fondation de la Résistance, organisme pérenne chargé de perpétuer leur histoire et leur mémoire au-delà de leurs propres existences. Ils souhaitaient de la sorte que soient transmis aux nouvelles générations les valeurs et l'esprit des combats qu'ils avaient menés pour libérer la France de toute forme de totalitarisme. Ils savaient mieux que quiconque que certaines pages de notre histoire étaient plus inspirantes que d'autres. Ils avaient conscience que l'histoire de la Résistance française portait un souffle et des ferments civiques susceptibles de mobiliser les consciences des générations à venir, notamment dans un monde en transformation rapide, dans lequel certains ont du mal à garder leurs repères.

Que ce soient les rédacteurs des premiers tracts, l'épopée de l'île de Sein et les premiers ralliements au général de Gaulle, les combats de Bir Hakeim, le défilé d'Oyonnax, la restauration de la République au maquis du Vercors quelques semaines après le Débarquement, la Libération de Paris..., tous ces événements historiques qui ponctuèrent cette grande croisade pour la Liberté n'en finissent pas de résonner dans la mémoire collective de nos contemporains. De nos jours, ces événements nourrissent également le travail des artistes, des écrivains et réalisateurs. J'en veux pour preuve le succès de la série *Un village français* qui a contribué ainsi à revitaliser cette histoire et cette mémoire chez les plus jeunes.

Aujourd'hui, la Fondation de la Résistance a fait preuve de la pertinence de son action tant auprès de la communauté des historiens et des enseignants que des pouvoirs publics.

Dans le domaine scientifique, sous l'autorité bienveillante du comité historique et pédagogique, elle ne cesse de permettre la tenue de colloques et de journées d'études qui, grâce à elle, font souvent l'objet de publications de référence.

Dans le domaine pédagogique, la Fondation, avec le soutien de l'Inspection générale de l'Éducation nationale, est attachée à garder un contact très étroit avec la communauté éducative. La réalisation d'outils pédagogiques, la création et l'organisation de formations académiques et les interventions auprès des enseignants en formation du premier et du second degré, nous permettent d'être au plus près des enseignants de terrain et des corps d'inspection régionaux qui sont autant de relais pour transmettre l'histoire et les valeurs de la Résistance notamment par le biais du Concours national de la Résistance et de la Déportation.

La préservation et la valorisation du patrimoine physique de la Résistance font partie également de nos préoccupations. La campagne de collecte d'archives détenues en mains privées, menée de concert avec la Fondation pour la Mémoire de la Déportation en partenariat avec les Archives de France et la direction des Patrimoines, de la Mémoire et des Archives, et le musée de la Résistance en ligne, avec ses expositions thématiques et ses bases de données (base personnes, base des faits de résistance en Île-de-France, lieux de mémoire), ne cessent de montrer leur efficacité.

Notre action ne serait pas complète si nous ne multiplions pas nos liens avec la province où la mémoire de la Résistance est très ancrée. Notre coopération est ainsi très étroite avec ces médiateurs essentiels, pour certains en pleine modernisation, que sont les nombreux musées de la Résistance. L'organisation de manifestations telles que, cet automne, les journées d'études co-organisées à Vichy avec le Centre international d'Études et de recherches de Vichy ou celle programmée à Bourges avec le musée de la Résistance et de la Déportation du Cher et les Archives départementales témoigne de cette même volonté.

C'est aussi pour cette raison que, chaque 27 mai, nous invitons une délégation d'une commune de France, constituée de son maire, d'élus, d'Anciens combattants, d'élèves et d'une musique, à venir célébrer avec nous la réunion constitutive du Conseil national de la Résistance notamment à l'occasion du ravivage de la flamme sous l'Arc de Triomphe. ●

G.P. Levy

Gilles Pierre LEVY

Président de la Fondation de la Résistance

Concours national de la Résistance et de la Déportation 2018-2019

Le thème 2018-2019 retenu par le jury national est le suivant: «Répressions et déportations en France et en Europe, 1939-1945. Espaces et histoire».

Une brochure pédagogique sur ce thème portée, cette année, par la Fondation pour la Mémoire de la Shoah est en cours d'élaboration.

Pour plus d'informations, consulter la rubrique «Actions pédagogiques» de notre site Internet: www.fondationresistance.org

Activités du département recherche et pédagogie

Pédagogie, Résistance et récit radiophonique

La Fondation a élaboré, avec ses partenaires, une nouvelle formation académique interdisciplinaire sur l'enseignement de la Résistance, qui mêle les apports scientifiques sur la Résistance et la répression, mais aussi les aspects didactiques et techniques de la radio dans un cadre scolaire.



Photo Céline Thiery

Au Service historique de la Défense à Caen

La formation « Résistance-déportation et récit radiophonique » a été organisée par l'académie de Caen sous l'impulsion de la Fondation de la Résistance et Céline Thiery, documentaliste au lycée Marguerite de Navarre à Alençon et membre de l'équipe du CLÉMI-Normandie (Centre de Liaison de l'Enseignement et des Médias d'Information), en partenariat avec La Coupole (centre d'histoire et de mémoire du Nord-Pas-de-Calais) et le Service historique de la Défense (SHD). La formation a réuni les 12 et 13 avril 2018 dix-huit enseignants d'histoire-géographie, de lettres et de documentation au Service historique de la Défense à Caen. Venu des trois départements de l'académie (Calvados, Manche, Orne), ils ont été accueillis par Anne Boucker, IA-IPR d'histoire-géographie référent mémoire et citoyenneté de l'académie de Caen, qui a rappelé l'importance de l'utilisation des archives notamment pour étudier la Seconde Guerre mondiale. Les enseignants ont pu approfondir leurs connaissances sur la répression et la déportation grâce à l'intervention appréciée de Laurent Thiery, historien de La Coupole et directeur scientifique du projet de dictionnaire biographique Mittelbau-Dora. Alain Alexandra, chef de la division des archives

des victimes des conflits contemporains de Caen, a présenté les fonds d'archives du SHD et a guidé une visite parmi des dizaines de milliers de dossiers des victimes de guerre. Les enseignants étaient alors outillés pour consulter des dossiers d'archives individuels de déportés à Dora conservés au SHD et en extraire les informations utiles pour écrire un récit radiophonique. À l'issue de ce travail, un enregistrement radio a été mené dans les conditions du direct⁽¹⁾. Cette formation a aussi été l'occasion pour Hélène Staes, responsable des activités pédagogiques de la Fondation, de faire connaître les publications de la Fondation de la Résistance et notamment les DVD-Roms élaborés par des équipes locales de l'AERI des départements de l'Orne, du Calvados et de la Manche.

Au musée de l'Ordre de la Libération à Paris

La formation académique interdisciplinaire « Résistance et récit radiophonique » a été organisée par l'académie de Versailles sous l'impulsion de la Fondation de la Résistance en partenariat avec le musée de l'Ordre de la Libération et le CLÉMI-DANE Versailles. Quinze enseignants d'histoire-géographie, de lettres classiques, de lettres modernes, de sciences économiques et sociales et de documentation ont pu découvrir lors de ces deux journées des parcours de compagnons de la Libération, résistants de l'intérieur et Français libres. L'objectif de la formation est de placer les archives d'un centre ressource au cœur des apprentissages et d'apprendre à réaliser en classe *in fine* un récit radiophonique. Après avoir été accueillis par le général Baptiste, délégué national de l'Ordre de la Libération, les enseignants ont bénéficié des apports scientifiques de Vladimir Trouplin, conservateur du musée, et de l'historien Sébastien Albertelli. Une visite guidée du musée leur a ensuite permis de découvrir les objets des compagnons et leurs itinéraires. Les enseignants



Photo Céline Thiery



Photo Ordre de la Libération

se sont ensuite plongés dans les dossiers d'archives de 13 compagnons dont les documents avaient été sélectionnés préalablement par la Fondation de la Résistance, avec l'accord de Vladimir Trouplin, pour s'adapter à un travail pédagogique avec des collégiens et des lycéens. Numérisés et photocopiés, ces dossiers d'archives seront utiles à des enseignants qui voudront bâtir un projet pédagogique en association avec le musée de l'Ordre de la Libération et la Fondation de la Résistance.

Les parcours des compagnons ont suscité beaucoup d'intérêt parmi les participants qui se sont pleinement investis dans l'enregistrement de leurs émissions sous la supervision de Sylvain Joseph, Jean-Baptiste Prévot et Céline Thiery, formateurs radios, et Frantz Malassis et Hélène Staes. Cet atelier expérimental a permis de réfléchir enfin aux apports didactiques de la radio scolaire dans le cadre des pédagogies collaboratives. Jean-Baptiste Prévot a conclu la journée en présentant une expérience pédagogique menée avec sa classe de troisième du collège Cotton au Blanc Mesnil (93).

Les apports pédagogiques de cette formation ont fait l'objet d'un article écrit par Jean-Baptiste Prévot et Hélène Staes paru dans les *Cahiers pédagogiques* (juin 2018) qui porte sur l'enseignement de l'histoire. Les *podcasts* seront également valorisés sur le Musée de la Résistance en ligne.

Les enseignants ont évalué très favorablement ces deux formations qui seront réinscrites l'an prochain au Plan académique de formation des académies de Caen et de Versailles. En attendant d'autres académies. ●

Hélène Staes

La Fondation de la Résistance au Festival Histoire et Cité de Genève

Du 21 au 24 mars 2018, pour la troisième année, s'est déroulé à Genève le festival Histoire et Cité, équivalent pour la Suisse des Rendez-vous de l'histoire de Blois. Cette année, le thème portait sur « Être libre ». Pour la première fois, la Fondation de la Résistance a participé à ce festival. À l'invitation du professeur Charles Heimberg, Fabrice Grenard, directeur historique de la Fondation, et deux membres de son comité historique, Cécile Vast et Jean-Marie Guillon, sont intervenus dans le cadre d'une table ronde intitulée : « La Résistance autour de Genève : ce qu'elle signifie de part et d'autre de la frontière ». Comme le souhaitait son organisateur Charles Heimberg, cette table ronde a permis de présenter des événements liés à la Résistance assez peu connus en Suisse bien qu'ayant eu lieu dans des territoires très proches, comme la naissance des premiers maquis dans les Alpes et le Jura au printemps 1943, le défilé des maquisards de l'Ain à Yonnax le 11 novembre 1943, la constitution du maquis des Glières entre janvier et mars 1944. ●

Fabrice Grenard

(1) Pour écouter le *podcast* de l'enregistrement sur l'Audioblog d'Arte radio à l'adresse suivante http://audioblog.arterradio.com/post/3085137/emission_shd_-_13_avril_2018/

Les relations entre la Résistance intérieure et la France libre

« Un mur d'incompréhension n'a cessé de nous séparer⁽¹⁾ » écrit dans ses mémoires Henri Frenay, le fondateur de Combat, en évoquant les relations des chefs de mouvements avec la France libre du général de Gaulle. Si les liens entre la Résistance intérieure et la France libre ont pu être compliqués et parfois très tendus, un rapprochement entre les « deux » Résistances apparaissait assez inévitable. Et ce n'est pas le moindre mérite des résistants « de l'intérieur » que d'avoir su surmonter leurs divisions et oppositions pour se placer sous l'autorité du général de Gaulle et faire en sorte que la Résistance soit unie à la Libération, permettant ainsi à la France de figurer dans le camp des vainqueurs et évitant une situation de guerre civile comme en Grèce ou en Yougoslavie⁽²⁾.

Des premières prises de contact à l'unification : les relations entre la Résistance intérieure et la France libre

Par Fabrice Grenard

Au cours des premiers mois qui suivent la défaite et l'Occupation, deux formes différentes de Résistance s'organisent et se développent de façon parallèle. La « Résistance extérieure » tout d'abord, qui agit depuis Londres avec à sa tête le général de Gaulle, reconnu dès le 28 juin 1940 par Winston Churchill comme le « chef des Français qui continuent la guerre ». Elle possède à partir de juillet 1940 des institutions avec la création d'un « Conseil de défense de l'Empire de la France libre » ainsi que des troupes appelées Forces françaises libres (FFL). La « Résistance intérieure » ensuite, constituée au départ de différents « noyaux » de personnes qui n'acceptent pas en France métropolitaine les conditions de l'armistice et de l'occupation du territoire, se structure progressivement autour de deux types d'organisation, les réseaux, qui mènent des actions de renseignement et d'évasion, et les mouvements, qui mènent une activité plus spécifiquement politique.

« Résistance extérieure » et « résistance intérieure »

La « Résistance extérieure » et la « Résistance intérieure », tout en poursuivant un objectif commun qui consiste à s'opposer à l'Allemagne nazie et à œuvrer pour la libération de la France, s'inscrivent dans deux logiques différentes. La première consiste à quitter le territoire national pour continuer le combat aux côtés des Britanniques et préparer la reconquête depuis les possessions coloniales qui se rallient à de Gaulle à partir de l'été 1940. Pour la seconde, il s'agit de lutter clandestinement sur le sol de France, en privilégiant dans un premier temps des actions de contre-propagande, des activités de renseignement, la participation à des filières d'évasion de prisonniers de guerre ou de soldats alliés, dès lors que les conditions de la reprise d'une lutte armée en métropole ne sont pas réunies. Les profils des premiers Français libres et des pionniers de la Résistance en métropole sont assez différents. Rejoindre Londres nécessite une rupture totale avec sa famille, sa situation professionnelle, ce qui explique le côté quelque peu « aventurier » de ceux qui rallient de Gaulle. En métropole en revanche, les premiers résistants développent leurs activités clandestines tout en continuant à vivre normalement, utilisant même parfois leur lieu de travail ou leurs relations professionnelles et amicales pour développer leurs actions.

Ces deux Résistances ne peuvent s'ignorer. En France, les premiers résistants ont très tôt connaissance de l'existence de la France libre grâce aux émissions de la BBC, aux tracts diffusés par voie aérienne par les Alliés dès l'été 1940, à l'évocation

SOMMAIRE

- Des premières prises de contact à l'unification : les relations entre la Résistance intérieure et la France libre p. I à V
Par Fabrice Grenard
- Une mission pour unifier la Résistance en zone Nord : « Arquebuse-Brumaire » (27 janvier-15 avril 1943) p. VI
Par Fabrice Grenard
- Les liaisons aériennes : un trait d'union entre la Résistance intérieure et la France libre p. VII
Par Frantz Malassis
- Un acteur au cœur des relations entre Londres et la Résistance métropolitaine : Daniel Cordier p. VIII
Par Fabrice Grenard



Affiche de propagande de la France libre, « Un seul combat pour une seule patrie » réalisée par Knopf et imprimée en Grande-Bretagne par The Star Process Engraving Co Ltd à Manchester (75x50cm).

© Musée de l'Ordre de la Libération.

de De Gaulle, le général « félon », dans les journaux officiels contrôlés par Vichy, qui mentionnent par exemple en août 1940 sa condamnation à mort par contumace par le tribunal militaire de Clermont-Ferrand. Du côté de Londres, des éléments de correspondance provenant de la métropole, destinés notamment à nourrir l'émission de la BBC « Les Français parlent aux Français », l'interrogatoire des personnes ayant rejoint l'Angleterre pour s'engager dans les Français libres ainsi que des rapports fournis par différentes filières permettent de connaître le développement des premières formes de résistance sur le sol métropolitain. Les informations restent toutefois très incomplètes, ne permettant pas d'établir un tableau précis et exhaustif de la situation, ce qui explique une certaine méconnaissance chez le général de Gaulle de la réalité de la Résistance qui se développe en France en 1940-1941. À cela s'ajoutent d'importants malentendus entre l'auteur de l'appel du 18 juin, qui se considère comme l'inspirateur et le chef naturel de la Résistance, alors qu'en métropole des organisations ont pu naître et se développer au début de l'Occupation de façon autonome et n'apparaissent pas forcément prêtes à accepter la tutelle de Londres.

Deux Résistances qui ont besoin l'une de l'autre

Très vite, même si elles se connaissent mal et ne possèdent pas de liaisons régulières entre elles, les deux Résistances, celle de la France libre à Londres et celle des premiers noyaux de résistants en métropole, comprennent qu'elles ont des intérêts communs et qu'elles ont donc besoin l'une de l'autre.



Dessins préparatoires à la création de la Croix de la Libération.

© Musée de l'ordre de la Libération

S'il est reconnu par Churchill, de Gaulle n'en reste pas moins isolé, avec une légitimité qu'il ne doit qu'à l'appel du 18 juin 1940. Il est donc nécessaire pour lui de développer des soutiens en métropole, afin de renforcer sa position de « chef de la Résistance française ». Avant même que des liens effectifs ne s'établissent avec les responsables de la Résistance intérieure, de Gaulle se positionne comme le chef de tous les résistants. Créée en novembre 1940, l'Ordre de la Libération concerne à la fois les Français libres et résistants de l'intérieur même si dans les faits sont majoritairement récompensés ceux qui ont rejoint Londres. En 1941, de Gaulle adresse par le biais de la BBC « ses » consignes aux résistants qui luttent sur le sol français, appelant par exemple à organiser des manifestations patriotiques à l'occasion du 1^{er} mai ou critiquant en octobre 1941 la stratégie quelque peu prématurée à ses yeux des attentats opérés par les communistes en raison du risque de représailles qu'ils font peser sur la population civile.

La France libre peut craindre également de se faire devancer sur le terrain par les services secrets britanniques, ceux de l'*Intelligence Service (IS)* ou du *Special Operations Executive (SOE)*, qui créent leurs propres réseaux et envoient des agents en France établissant des contacts avec les résistants rencontrés à l'occasion de leurs missions. Certaines organisations spécialisées dans le renseignement nées en métropole au début de l'Occupation, comme le réseau Alliance de Marie-Madeleine Fourcade, sont également amenées à travailler pour les services secrets britanniques plutôt que pour les services gaullistes. Pour ne pas laisser le champ libre aux Britanniques, la France libre se dote de ses propres services secrets, avec l'idée d'envoyer des agents de l'autre côté de la Manche pour des missions de renseignement, en zone occupée ou en zone dite « libre ». À partir de juillet 1940, le colonel Passy (André Dewavrin), l'un des rares officiers à avoir répondu à l'appel de De Gaulle à cette époque, prend la tête d'un Deuxième bureau qui deviendra en 1942 le Bureau central de renseignements et d'action (BCRA). Les services secrets gaullistes, tout en cherchant à développer leur autonomie par rapport aux Britanniques, n'en resteront pas moins toujours dépendants sur le plan logistique dès lors que les Anglais contrôlent à la fois les transmissions radio et les liaisons aériennes.

Du côté des organisations pionnières de la Résistance en France, trouver un moyen d'établir un contact avec Londres devient également une préoccupation fondamentale. Manquant de moyens matériels et financiers, les premiers noyaux de résistants ont besoin d'une aide extérieure pour pouvoir croître et augmenter leur audience au sein de la société française. La France libre semble alors la plus à même de leur apporter cette aide. Établir des liens avec Londres est également une façon de gagner en crédibilité, d'élargir les perspectives et donc de favoriser les recrutements alors que le contexte en métropole apparaît très compliqué du fait de l'occupation du territoire et de la politique de collaboration prônée par le pouvoir en place. Certaines organisations pionnières au cours de l'automne 1940, comme le groupe du musée de l'Homme, prétendent même dans leurs tracts ou journaux, pour renforcer leur légitimité, s'être coordonnées avec la France libre alors



Collection particulière.

En juin 1942, Rémy, menacé par les Allemands, décide de mettre en sécurité sa famille. Il embarque à Ouessant, avec les siens, à bord du Dinan, chalutier de Concarneau armé par les Britanniques, avec un équipage franco-anglais pour les liaisons maritimes avec la France. Le colonel Rémy se tient debout.

que dans les faits, aucun contact précis n'avait encore véritablement été établi. Car si les deux Résistances connaissent chacune leur existence et cherchent à nouer des liens, les rencontres sur le terrain s'avèrent difficiles du fait de la clandestinité et de l'absence de liaisons entre Londres et la métropole. C'est pour tenter de surmonter ces obstacles que sont envoyées en France les premières missions de la France libre, dès 1940.

Les premières missions de la France libre

Dès la seconde partie de l'année 1940, le colonel Passy confie à quelques missionnaires le soin de nouer les premiers contacts avec des hommes ou des groupes qui seraient favorables en France métropolitaine à la résistance contre les Allemands. En établissant des contacts avec les premiers noyaux de résistants ou en développant leurs réseaux grâce à leurs relations familiales, amicales ou professionnelles, ces agents de la France libre contribuent directement au développement de la Résistance intérieure. Grâce aux premiers postes de radio émettant depuis le sol français, les agents missionnés par Passy favorisent également les liaisons entre Londres et la métropole tandis que les renseignements collectés permettent aux services secrets gaullistes d'avoir des informations sur la situation en France.

Le premier agent, Jacques Mansion, débarque clandestinement en Bretagne en juillet 1940. Suivent ensuite en août 1940 trois nouveaux agents qui s'introduisent en France. Ils ont été surnommés les « trois mousquetaires » de la France libre pour avoir agi en franc-tireur, ne respectant pas toujours les précautions de sécurité nécessaires et dépassant le cadre initial de la mission de renseignement qui leur avait été confiée pour créer de véritables organisations à partir des petits groupes de résistants avec lesquels ils avaient pu établir des contacts.

Gilbert Renault, qui deviendra célèbre sous le pseudonyme de Rémy, gagne la France en passant par l'Espagne à la fin août 1940. Sa mission consiste à se rendre en Bretagne pour y installer un poste radio et créer un réseau de renseignement couvrant la côte atlantique. En novembre 1940, sa rencontre en Dordogne avec Louis de La Bardonnie, propriétaire



© Musée de l'ordre de la Libération.

Maurice Duclos.



© Musée de l'ordre de la Libération.

Pierre Fourcaud.

viticultrice qui a constitué autour de lui un petit groupe de résistants, lui permet de jeter les bases d'une organisation qui deviendra l'un des plus importants réseaux de la France libre, Confrérie Notre-Dame (CND). Le second agent, Maurice Duclos (*Saint-Jacques*), quitte Portsmouth le 3 août 1940 et débarque sur les rives du Calvados, près de Saint-Aubin-sur-Mer. Pendant plusieurs mois, avant de rentrer à Londres à la fin décembre 1940, Duclos sillonne toute la France. Ses relations amicales, familiales et professionnelles⁽³⁾ lui permettent de mettre sur pied le réseau Saint-Jacques, spécialisé dans le renseignement militaire. Le troisième « mousquetaire », Pierre Fourcaud, arrive en France à la fin août 1940 après un périple à travers le Portugal et l'Espagne. Il parcourt la zone Sud, recrute des agents à Perpignan, Pau et Marseille, séjourne à Vichy, où il noue des contacts avec certains militaires de l'armée d'armistice favorables à la préparation d'une guerre de revanche.

Après ces actions pionnières de la France libre en direction de la Résistance métropolitaine, d'autres missions se succèdent à la fin de l'année 1940. La plus

connue est celle du lieutenant Honoré d'Estienne d'Orves, qui débarque sur les côtes bretonnes le 22 décembre 1940 afin de développer le réseau de renseignement Nemrod. Trahi par son radio, il est arrêté le 21 janvier 1941, un mois seulement après son arrivée en France. Fusillé au Mont-Valérien le 29 août 1941, d'Estienne d'Orves et les deux agents qui avaient permis à ses côtés de créer le réseau Nemrod, Jan Doornik et Maurice Barlier sont les premiers martyrs de la France libre morts sur le sol français. Le démantèlement du réseau Nemrod et l'exécution de son chef rappellent tous les dangers auxquels étaient exposés les agents de la France libre et la difficulté de leur mission alors qu'ils étaient traqués par les différents services allemands de répression.

Morandat, premier envoyé politique en France du Comité de Londres

Dans la continuité de celles opérées dès 1940, plus d'une dizaine de nouvelles missions sont organisées en 1941 par les services de Passy pour tenter de fortifier les liens avec les premiers réseaux et mouvements de la Résistance intérieure. Le 7 novembre 1941, l'ancien syndicaliste « Yvon » Morandat, l'un des tous premiers volontaires à avoir rejoint de Gaulle en juin 1940⁽⁴⁾, est parachuté près de Toulouse avec une mission particulière.

Morandat n'est pas un simple militaire chargé de développer des réseaux. Il est le premier envoyé politique en France du Comité national français (CNF) institué à Londres en septembre 1941 pour se substituer au « Conseil de défense de l'Empire » et incarner un embryon de gouvernement. De Gaulle l'a chargé de prendre contact avec les mouvements de Résistance de la zone Sud mais aussi les partis politiques et formations syndicales susceptibles de s'opposer au régime de Vichy. Cette mission s'inscrit

dans un contexte particulier. Depuis plusieurs mois, les relations entre de Gaulle et Churchill se sont tendues, du fait notamment des événements au Levant au cours de l'été 1941, lorsque les Britanniques, en s'attaquant à la Syrie et au Liban, ont menacé la présence française dans ces deux « mandats ». Pour tenter de renforcer sa légitimité, de Gaulle veut se doter d'une structure politique plus forte que le Conseil de défense de l'Empire. Une ordonnance du 24 septembre 1941, véritable constitution de la France libre, institue un « Comité national français » (CNF), présidé par de Gaulle et composé de commissaires nommés par lui. Parallèlement, de Gaulle a également besoin du soutien des organisations résistantes qui se développent en France, afin de s'imposer comme le seul chef de la Résistance française et de consolider sa position auprès des Alliés. Morandat doit donc estimer les forces des différentes organisations, mais aussi les pousser à s'unir pour rallier ouvertement de Gaulle.

Par le biais de ses contacts dans les milieux syndicaux, Morandat, qui a été permanent de la CFTC avant la guerre, entre en relation avec des syndicalistes de la CGT militants dans la clandestinité (Robert Lacoste, Léon Jouhaux) mais aussi avec les dirigeants de *Témoignage Chrétien* et un chef de mouvement, Emmanuel d'Astier de la Vigerie, co-fondateur de Libération-Sud. Jusqu'à son retour à Londres en novembre 1942, Morandat participe au comité directeur de Libération-Sud et au développement du journal clandestin *Libération*. S'il a pu jouer un rôle dans le processus de rapprochement de certaines organisations en zone Sud, ce premier représentant politique de De Gaulle en France métropolitaine n'a pourtant pas été décisif dans l'unification de la Résistance intérieure derrière le chef de la France libre. Cette tâche n'a pas été réalisée par un envoyé de Londres mais par Jean Moulin, qui réside sur le sol français depuis la défaite de 1940.



Service historique de la Défense, CHA-Vincennes, MV 276 GC3 6

▲ **Honoré d'Estienne d'Orves**, portrait extrait de l'album de photographies constitué comme un trophée par le major Friedrich Dernbach, chef de l'*Abwehrstelle* d'Angers responsable de l'instruction qui aboutit au démantèlement en janvier 1941 du réseau de renseignement Nemrod dirigé par Honoré d'Estienne d'Orves.

Yvon Morandat ▶



© Musée de l'ordre de la Libération.

La mission Jean Moulin

Si la France libre tente dès 1940-1941 d'établir des liaisons par l'intermédiaire de ses agents avec les organisations résistantes qui se développent en France, certains résistants « de l'intérieur » cherchent également par différents moyens à joindre Londres pour obtenir une aide ou trouver un débouché à leur action en faisant parvenir aux services gaullistes les renseignements qu'ils ont pu collecter.

Ancien préfet révoqué par Vichy en novembre 1940, devenu simple propriétaire à Saint-Andiol (Bouches-du-Rhône), Jean Moulin réagit pour sa part en haut-fonctionnaire et prend une initiative singulière. Elle consiste à répertorier l'ensemble des organisations résistantes développées dans les deux zones. Son objectif est ensuite de plaider la cause de la Résistance auprès du général de Gaulle en lui présentant un tableau très précis de la situation. En zone occupée, où les déplacements et rencontres sont plus difficiles du fait de la répression allemande, Jean Moulin rencontre des difficultés pour établir les contacts nécessaires à la mission qu'il s'est donnée. En zone Sud en revanche, son travail de prospection est fructueux puisqu'il rencontre au cours du printemps et de l'été 1941 les chefs de plusieurs mouvements en train de se créer, notamment Henri Frenay (Libération nationale, qui deviendra Combat en 1942) et François de Menthon (Liberté).

Jean Moulin quitte la France sous la fausse identité de Joseph-Jean Mercier le 9 septembre 1941. Après être passé par ses propres moyens par l'Espagne et le Portugal, il arrive en Angleterre le 20 octobre, porteur de son rapport sur la Résistance pionnière. Il rencontre de Gaulle à Carlton Garden le 24 octobre. Le général lui expose sa position. Chef de la France libre, seule personnalité capable de maintenir la France dans le camp allié pour participer à la victoire, il exige la soumission à son autorité de tous les Français résistants, qu'ils se trouvent en métropole ou ailleurs. Jean Moulin accepte cette conviction d'homme d'État tout en insistant sur la nécessité d'aider la Résistance en métropole à se développer pour qu'elle puisse participer, les « armes à la main », à la libération du territoire. De Gaulle décide de faire de l'ancien préfet son représentant personnel et le nomme « délégué du Comité national en zone Sud ».

Un rapprochement dans la douleur

Parachuté dans la nuit du 2 janvier 1942 près de Saint-Andiol, Jean Moulin (*alias* Rex) a pour objectif de réaliser l'unification de la « Résistance intérieure » derrière l'autorité du général de Gaulle. Il s'installe pour cela à Lyon et entreprend de négocier avec les chefs des trois principaux mouvements de la zone Sud, Emmanuel d'Astier de la Vigerie (Libération-Sud), Henri Frenay (Combat) et Jean-Pierre Levy (Franc-Tireur). Les discussions sont difficiles. Ceux qui ont créé la Résistance en zone Sud grâce à leur engagement personnel, en prenant tous les risques dans la clandestinité et sans aucun soutien de la France libre, acceptent mal de devoir se soumettre à de Gaulle. Grâce aux efforts de Jean Moulin, un processus

de coordination des différentes organisations de Résistance ne s'en met pas moins irrémédiablement en place.

La mission Rex permet à la Résistance intérieure et à la France libre d'être désormais en liaison permanente. Au début 1942 sont ainsi créés deux services communs aux réseaux et aux mouvements de la zone Sud: le Service des opérations aériennes et maritimes (SOAM), bientôt transformé en SAP (Section des atterrissages et parachutages) et un service radio. Ces deux organismes, directement reliés au BCRA de Passy, permettent de coordonner les deux Résistances, celle de l'extérieur et celle de l'intérieur, tout en renforçant également le contrôle de Londres. En avril 1942 est institué un BIP (Bureau d'information et de presse), sorte d'agence de presse de la Résistance qui permet de diffuser en France les informations de Londres mais aussi d'alimenter la



Portrait de Christian Pineau dessiné à Buchenwald par Boris Taslitzki.

Extrait de l'ouvrage de Boris Taslitzki *Cent onze dessins faits à Buchenwald* publié par l'association française Buchenwald Dora en 1978.

Boris Taslitzki avec l'aimable autorisation de l'association française Buchenwald Dora.

presse de la France libre en informations émanant des mouvements clandestins de métropole. Enfin, en juillet 1942 est créé à l'initiative de Jean Moulin un Comité d'experts (qui deviendra en février 1943 le Comité général d'études) composé de personnalités issues des mouvements, chargé de réaliser des études pour l'après-guerre et d'en proposer à Londres des synthèses.

Ces relations nouvelles entre deux résistances au départ éloignées l'une de l'autre se traduisent par une évolution institutionnelle importante de la France libre qui devient le 13 juillet 1942 la « France combattante », rassemblant « l'ensemble des ressortissants français où qu'ils soient qui s'unissent pour collaborer avec les Nations Unies dans la guerre contre les ennemis communs ». En se substituant à « France libre », l'expression « France combattante » permet de

mieux marquer le caractère représentatif et unitaire de toutes les forces françaises luttant contre l'occupant, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du territoire national. Le gouvernement de la Grande-Bretagne reconnaît immédiatement la France combattante et le CNF comme son organe directeur.

Le « voyage à Londres », étape incontournable des chefs de la Résistance à partir de 1942

Au cours de l'année 1942, alors que Jean Moulin œuvre en métropole pour unifier les différentes organisations résistantes et les amener à reconnaître l'autorité du général de Gaulle, le voyage à Londres s'impose pour la plupart des responsables de la Résistance « de l'intérieur ». Il s'agit pour ces derniers de rencontrer le chef de la France libre afin de tester ses intentions et d'obtenir des garanties pour qu'il restaure les institutions républicaines à la Libération. De Gaulle de son côté profite de ces rencontres pour obtenir des ralliements qui confortent son rôle de chef de la Résistance et renforcent sa position auprès des Alliés.

La première personnalité importante à se rendre à Londres est Christian Pineau, auteur en novembre 1940 d'un « Manifeste du syndicalisme français » dénonçant la dissolution des organisations syndicales décrétée par Vichy et qui fut l'un des fondateurs du mouvement Libération-Nord. Sa rencontre avec de Gaulle en février 1942 permet au chef de la France libre d'obtenir le soutien des milieux syndicalistes. Pineau repart d'Angleterre avec une importante déclaration de De Gaulle, publiée dès juin 1942 dans la presse clandestine de métropole. Dans cette « déclaration aux mouvements », le chef de la France libre répond aux aspirations des résistants « de l'intérieur » en admettant la nécessité de modifier après la guerre l'ordre économique et social du pays. Fin avril 1942, c'est le socialiste Pierre Brossolette qui rejoint Londres. Ce pionnier de la Résistance en zone Nord (il a rejoint l'organisation du musée de l'Homme au début de 1941) s'engage dans la France libre et devient l'un des adjoints de Passy à la tête du BCRA. Brossolette, qui effectue par la suite plusieurs missions clandestines en France, joue un rôle important pour que certaines personnalités politiques de sensibilités différentes s'envolent pour Londres afin de rejoindre de Gaulle. Ce sera le cas notamment des socialistes André Philip et Louis Vallon mais aussi du nationaliste Charles Vallin, qui rejoignent l'Angleterre au cours de l'été 1942.

En septembre 1942, deux des principaux chefs de mouvements de zone Sud, Frenay et d'Astier de la Vigerie, entreprennent à leur tour d'aller à Londres afin de sceller la création d'un comité de coordination entre leurs organisations, préfiguration de la naissance des Mouvements unis de la Résistance (MUR) quelques mois plus tard. Enfin, au début 1943, deux leaders politiques de premier plan rencontrent de Gaulle. Le radical Henri Queuille, l'une des principales personnalités politiques françaises de l'entre-deux-guerres, et le communiste Fernand Grenier. Le ralliement du PCF au Comité national

Un manifeste du Général de Gaulle

Le dernier numéro de Libération a publié un manifeste du général de Gaulle dans lequel il trace les « bases de guerre » de la France libre. Les termes de la guerre ont pour objet la restauration de la République, de la liberté individuelle, de la liberté nationale et de la liberté internationale. Le général de Gaulle rappelle que la France libre a pour but de libérer la France et de constituer un gouvernement provisoire qui sera le précurseur de l'Assemblée Nationale qui décidera définitivement des destinées du pays. Le général de Gaulle conclut que la France libre a pour but de libérer la France et de constituer un gouvernement provisoire qui sera le précurseur de l'Assemblée Nationale qui décidera définitivement des destinées du pays.

La déclaration du général de Gaulle aux mouvements publiée dans le journal clandestin *Le Populaire* n° 3, 15 juillet 1942, p. 3.

constitue un atout considérable en raison de son importance au sein de la Résistance intérieure mais aussi des incertitudes qui régnaient depuis 1940 sur ses véritables objectifs politiques et le rôle qu'il pouvait jouer à la Libération. Ces soutiens permettent à de Gaulle de sortir vainqueur au cours du printemps 1943 de son opposition avec le général Giraud, que les Alliés semblaient vouloir favoriser depuis le débarquement en Afrique du Nord.

L'unification politique et militaire

Entre le 27 avril et le 16 janvier 1943, la mission « Arquebuse-Brumaire » menée en France par le colonel Passy et Pierre Brossolette (voir p.VI) permet de développer en zone Nord un important travail de rapprochement et d'unification des différentes organisations résistantes, comme avait pu le faire Jean Moulin en zone Sud l'année précédente. Passy et Brossolette favorisent la mise en place d'un Comité de coordination rassemblant les cinq plus importants mouvements de la zone (Ceux de la Libération, Ceux de la Résistance, Front national, Libération-Nord et l'Organisation civile et militaire).

Une crise importante éclate au printemps 1943 entre les principaux chefs de mouvements de la zone Sud et Londres, qui aurait pu remettre en cause tout l'édifice en train de se mettre en place depuis 1942 afin d'unifier les deux Résistances.

Les conséquences du STO et le développement des premiers maquis dans les principaux massifs du Centre et du Sud de la France en février-mars 1943 n'ont pas été immédiatement perçus par Jean Moulin, qui se trouve à Londres à cette date. L'ancien préfet refuse de satisfaire les demandes financières des mouvements afin de pouvoir équiper et encadrer les maquisards. Certains chefs de mouvements parlent de « trahison ». Devant l'attitude de Moulin, Henri Frenay tente de trouver d'autres sources de financement, en s'adressant aux Américains par le biais de la filière suisse. En aboutissant, une telle démarche risquait de détacher la Résistance intérieure de De Gaulle pour la placer sous influence américaine. Elle provoque une réaction très ferme des gaullistes et amène Jean Moulin à accepter à partir de mai 1943 l'augmentation du budget alloué par la France combattante aux MUR.

La première réunion à Paris, le 27 mai 1943, du Conseil National de la Résistance (CNR), associant sous la présidence de Jean Moulin des représentants de l'ensemble des mouvements mais aussi des syndicats et partis politiques engagés dans la Résistance, constitue la dernière étape du processus d'unification politique à l'œuvre depuis plusieurs mois. Elle symbolise également le ralliement définitif de toutes les composantes de la Résistance intérieure au général de Gaulle, le CNR apportant son soutien à l'auteur de l'appel du 18 juin contre le général Giraud, qui était pour sa part soutenu par les Américains. Fragilisées par l'arrestation de Jean Moulin en juin 1943, les relations entre le CNR et le CNF, qui devient le Comité français de Libération nationale⁽⁵⁾ (CFLN) n'en restent pas moins compliquées jusqu'à

la fin de la guerre, illustrant l'opposition de deux structures administratives rivales se considérant chacune comme légitime pour exercer le pouvoir à la Libération. Ces tensions n'iront toutefois jamais jusqu'à la rupture. Acquise depuis 1943, l'autorité du général de Gaulle à la tête de toutes les forces résistantes n'est plus jamais remise en cause jusqu'à la fin de la guerre. À l'unification politique réalisée en 1943 succède également en 1944 une unification militaire, qui constituait un enjeu crucial alors que se rapprochait la possibilité d'un débarquement allié en France. Une ordonnance du 1^{er} février 1944 réunit ainsi les différentes forces armées de la Résistance intérieure (les Francs-tireurs et partisans, l'Armée secrète et l'Organisation de la Résistance armée) au sein des Forces françaises de l'intérieur (FFI), placées à partir d'avril 1944 sous le commandement du général Koenig, installé à Londres.

Même si des tensions se développent au printemps 1944 à propos de leur contrôle entre le comité d'action militaire du CNR (Comac) et l'État-major FFI (EMFFI) dirigé depuis Londres par Koenig, les FFI symbolisent lors des combats de la Libération l'unité de la Résistance, toute entière placée sous l'autorité du général de Gaulle. La dissolution des FFI en septembre 1944 et leur intégration dans l'armée du général de Lattre, dans laquelle déjà été intégrées les anciennes Forces Françaises libres, permettent aux représentants des deux résistances qui s'étaient développées depuis 1940, ceux de l'intérieur et de l'extérieur, de combattre côte à côte lors des dernières batailles de l'automne 1944 et de l'hiver 1945.



ECTPAD/SCA.

La création du Comité français de Libération nationale (CFLN) le 3 juin 1943

est le résultat de l'union du Comité national Français, présidé par le général de Gaulle à Londres, et celui du pouvoir civil et militaire exercé à Alger, par le général Giraud. Cette photographie du CFLN a été prise après son remaniement du 9 novembre 1943 au cours duquel l'autorité du général de Gaulle s'est imposée face au général Giraud après plusieurs mois de crise.

(1) Henri Frenay, *La nuit finira. Mémoires de Résistance*, Paris, éditions Michalon, 2006, p. 215.

(2) La question des relations entre la Résistance intérieure et la France libre est abordée du point de vue de Londres dans l'ouvrage de Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France libre, de l'appel du 18 juin à la Libération*, Paris, Gallimard, 1996 ou du point de vue de la résistance métropolitaine dans les ouvrages portant sur la Résistance intérieure comme celui d'Olivier Wieviorka, *Histoire de la Résistance 1940-1945*, Paris, Perrin, 2013. *Le Dictionnaire historique de la Résistance* dirigé par François Marcot ou le *Dictionnaire de la France libre* dirigé par François Broche, Georges Caitucoli et Jean-

François Muracciole, tous les deux publiés dans la collection « Bouquins » des éditions Robert Laffont, constituent deux instruments de travail incontournables pour saisir les enjeux des relations entre la Résistance et la France libre. Pour approfondir la question, on lira avec profit la thèse publiée de Sébastien Albertelli sur le BCRA (*Les services secrets du général de Gaulle. Le BCRA, 1940-1944*, Paris, Perrin, 2009) ou la biographie de certains acteurs de premier plan qui ont pu faire la passerelle entre les deux Résistances et favoriser leur unification (Jean-Pierre Azéma, *Jean Moulin, le politique, le rebelle, le résistant*, Paris, Perrin, 2003; Guillaume Piketty, *Pierre Brossolette, un héros de la Résistance*, Paris, Odile Jacob, 1998).

(3) Ayant travaillé comme courtier avant la guerre, Duclos a également participé aux activités de la Cagoule et possède des contacts dans certains milieux militaires d'extrême droite.

(4) Morandat porte le matricule n° 32 des FFL.

(5) Créé à Alger le 3 juin 1943 pour incarner le nouveau pouvoir en Afrique du Nord, le CFLN est en réalité la fusion du CNF de Londres dirigé par de Gaulle et du Commandement en chef civil et militaire d'Alger dirigé par le général Giraud. Le CFLN est coprésidé dans un premier temps par de Gaulle et Giraud jusqu'à ce que ce dernier en soit évincé en octobre 1943.

Une mission pour unifier la Résistance en zone Nord : « Arquebuse-Brumaire » (27 janvier-15 avril 1943) *Par Fabrice Grenard*

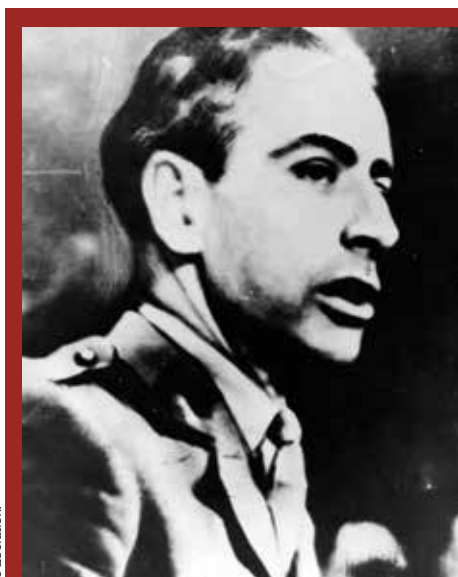
Si le rôle de Jean Moulin comme représentant de De Gaulle pour unifier la Résistance est connu, deux envoyés de Londres, le chef du BCRA André Dewavrin et Pierre Brossolette, qui dirige la section opératoire des services secrets gaullistes chargée de faire le lien entre Londres et la métropole, ont également été des acteurs importants de cette unification lors d'une mission opérée en zone Nord au début de l'année 1943.

Le début 1943 constitue un moment particulier pour les relations entre la France libre, devenue France combattante, et la Résistance intérieure. Depuis que les Alliés ont débarqué en Afrique du Nord, la perspective d'un débarquement sur les côtes françaises qui pourrait avoir lieu au cours de l'été 1943, incite la France combattante à accélérer l'unification de la Résistance. Or, si un rapprochement des différents mouvements de la zone Sud a commencé à s'effectuer en 1942 grâce à Jean Moulin, la situation reste plus complexe en zone Nord, à la fois parce que la répression y est plus forte mais aussi parce que les organisations résistantes y sont plus divisées. La nécessité de briser les prétentions du général Giraud, soutenu par les Américains, oblige également de Gaulle à faire en sorte que tous les responsables de mouvements et de réseaux le reconnaissent comme le seul chef de la Résistance, afin de conforter sa légitimité aux yeux des Alliés.

Une mission qui transforme la Résistance en zone Nord

C'est dans ce contexte que s'inscrit l'envoi par le BCRA de deux émissaires de poids en métropole, André Dewavrin-Passy (*Arquebuse*) et Pierre Brossolette (*Brumaire*) avec pour mission de procéder à un inventaire des organisations résistantes en zone Nord, de renforcer leur efficacité en coordonnant leurs actions et de favoriser de meilleures liaisons avec Londres. L'association de l'ancien journaliste et homme politique Brossolette et du colonel Passy montre que cette mission « Arquebuse-Brumaire » possède une double dimension, à la fois politique et militaire. Déposé par Lysander près d'Issoudun (Indre) dans la nuit du 26 au 27 janvier 1943, Brossolette se consacre à la coordination de l'action civile en zone Nord, à la fois pour accélérer le processus d'unification mais aussi pour préparer la mise en place dans la clandestinité d'une administration provisoire appelée à exercer le pouvoir à la Libération. Passy, qui arrive en métropole un mois plus tard, dans la nuit du 26 au 27 février, se concentre davantage sur les enjeux paramilitaires. Le temps de leur mission, les deux hommes sont intronisés comme représentants du général de Gaulle et du Comité national Français (CNF).

En deux mois et demi, la mission « Arquebuse-Brumaire » transforme la Résistance en zone Nord. Pour favoriser un plus grand cloisonnement et faire en sorte que les activités de renseignement soient plus efficaces, celles-ci sont séparées des actions politiques et militaires, entraînant la création au sein de chaque grand mouvement de réseaux autonomes



▲ Pierre Brossolette (*Brumaire*)

▶ André Dewavrin alias Passy (*Arquebuse*) ▶



se livrant (exclusivement à la collecte d'informations: Centurie pour l'Organisation civile et militaire, Manipule pour Ceux de la Résistance, Turma pour Ceux de la Libération. Passy met en place deux centrales de transmissions, « Coligny » et « Prométhée », afin d'assurer une meilleure liaison avec Londres. Surtout, Brossolette et Passy réunissent les chefs des cinq grands mouvements de la zone Nord (Ceux de la Libération, Ceux de la Résistance, Libération-Nord, Organisation civile et militaire, Front National) afin de créer un Comité de coordination de zone Nord (CCZN) qui se range derrière la France combattante et de Gaulle.

L'opposition Brossolette – Moulin au sujet du CNR

Favorisant l'unification de la Résistance en zone Nord, Brossolette et Passy ont fait preuve d'une certaine indépendance à l'égard des « Nouvelles Instructions » (NI) signées par de Gaulle le 21 février 1943, selon lesquelles il devait être créé « un Conseil de la Résistance unique pour l'ensemble du territoire métropolitain ». Alors que Brossolette et Passy se trouvent en France, Jean Moulin est reparti à Londres, où il réussit à convaincre de Gaulle de la nécessité de créer un Conseil de la Résistance tout en obtenant d'être intronisé seul représentant permanent du

Comité national français. *Brumaire* trouve pour sa part prématurée une direction unique de tous les mouvements des deux zones. Surtout, aux contacts des chefs de la Résistance en zone Nord, qui se montrent hostiles à une participation des forces politiques dans un comité de la Résistance, Brossolette s'est rallié à cette conception, s'opposant farouchement au projet de Moulin d'introduire une représentation des partis politiques.

Ces oppositions expliquent que la rencontre à Paris entre Moulin et Brossolette le 1^{er} avril 1943 fut particulièrement violente, Rex reprochant à *Brumaire* d'être passé outre aux « Nouvelles Instructions » en ayant constitué un comité d'action se limitant à la zone Nord et dans lequel les forces politiques n'étaient pas représentées. Dans un premier temps, Moulin accepte de jouer profil bas pour éviter que n'éclate une crise au sein de la France combattante. Le 3 avril, Rex est présenté par Brossolette au CCZN, dont il entérine la constitution. Mais le retour à Londres de Brossolette et Passy le 15 avril fait de Moulin le seul maître du jeu en métropole, lui permettant d'imposer ses conceptions et d'instituer quelques semaines plus tard, le 27 mai 1943, le Conseil national de la Résistance, dans lequel siègent les représentants de six partis politiques et deux centrales syndicales. ■

NOCTURNE 1944

Les liaisons aériennes : un trait d'union entre la Résistance intérieure et la France libre

Par Frantz Malassis

Les liaisons aériennes entre la France et Londres sont capitales pour la coordination et le développement de la Résistance intérieure. Dépendant directement de la logistique britannique, elles assurent le transport des résistants, du matériel et du courrier.

En février 1941, en zone Sud puis en zone occupée, ont lieu les premiers parachutages d'agents des réseaux de renseignements britanniques et de la France libre⁽¹⁾. Dès cette époque, certaines missions sont aussi orientées vers la lutte armée comme la mission Savannah en mars 1941 qui prévoit l'attaque de pilotes de chasse allemands lors de leurs déplacements routiers dans la région de Vannes (Morbihan). D'autres ont enfin une dimension politique : en novembre 1941 Yvon Morand, premier envoyé de la France libre, est chargé d'établir des contacts avec les mouvements de Résistance en zone Sud, amorçant ainsi l'unification de la Résistance. Poursuivant cette mission Jean Moulin est parachuté dans sa Provence natale dans la nuit du 2 janvier 1942, en *blind* c'est-à-dire sans aucune équipe de réception à l'atterrissage.

Les atterrissages clandestins

À partir de 1942, les voyages des agents de la France libre et des représentants des mouvements de Résistance se rendant de France à Londres sont également assurés par avion lors d'atterrissages clandestins. Jusqu'à la fin de l'année 1942, le Lysander⁽²⁾, avion monomoteur de l'armée britannique est le seul appareil employé pour les atterrissages clandestins en France. Après avoir été débarrassé de son armement, il peut alors embarquer le courrier des organisations de résistance⁽³⁾ et deux voire trois passagers à l'arrière, soit au total une charge d'une tonne. Par ailleurs, l'ajout d'un réservoir supplémentaire porte son autonomie de vol à 2000 kilomètres. Cependant, partant d'Angleterre, toute mission au sud d'une ligne Périgueux-Valence lui était impossible. L'utilisation de l'Hudson, avion bimoteur américain, devient un heureux complément du Lysander. Son autonomie de vol de 3400 kilomètres lui permet d'accomplir des missions sur tout le territoire. Autre avantage, le Hudson peut transporter une charge et un nombre de passagers plus importants. En plus de l'équipage, jusqu'à 10 personnes peuvent être infiltrées ou exfiltrées de France en une opération. Il est armé de mitrailleuses ce qui présente un réel atout pour échapper à la chasse allemande. Au total, Hugh Verity, aviateur britannique de la Royal Air Force qui commandait l'escadrille de Lysanders du *Squadron 161*⁽⁴⁾ estime que sur les 324 missions opérationnelles (279 par Lysander et 44 par Hudson) 217 ont été réussies, amenant vers la France 443 passagers et permettant à 635 autres de rejoindre l'Angleterre⁽⁵⁾.

Par ailleurs, plus de 10000 tonnes de matériel ont été parachutées au cours du conflit. Mais 60% du total des armes parachutées l'ont été au cours des trois mois suivant le débarquement en Normandie⁽⁶⁾. Ces envois, tardifs et principalement destinés aux réseaux dirigés par les Britanniques, sont à l'origine de frustrations chez de nombreux résistants à l'égard des Alliés et de la France libre. Malgré tout, à partir de 1942, l'intensification des liaisons aériennes, véritable soutien logistique de la Résistance intérieure, favorise le développement de liens avec la France libre. Elles nécessitent aussi la mise en place d'une organisation afin de pouvoir recevoir et répartir cette aide matérielle.

L'organisation des parachutages et des atterrissages

La recherche des terrains d'atterrissage et de parachutage est une tâche délicate pour la Résistance. Pour faire atterrir un Lysander, une piste de 600 mètres sur 300 de large suffit, le minimum pour un Hudson est de 800 mètres sur 400 m de large. Le sol de la piste doit être parfaitement plat et assez ferme pour supporter le poids d'un avion qui peut être de 8 tonnes en charge pour le Hudson. Ces terrains doivent, en outre, réunir toutes les conditions de sécurité nécessaires pour faciliter la réception des hommes et du matériel. Il ne faut pas qu'il y ait de postes allemands à moins de quatre kilomètres ni d'habitation à proximité. Une équipe relevant du Bureau des Opérations Aériennes (BOA) pour le balisage et la protection des terrains de parachutage et d'atterrissage doit également être mobilisée. Pour les opérations d'atterrissages clandestins, l'hébergement des passagers doit être prévu pour plusieurs jours et avec des conditions de sécurité optimales.

Selon leurs caractéristiques, ces terrains remplissent des fonctions différentes : certains ne reçoivent que le matériel (les terrains «Arma»), d'autres sont réservés aux parachutages d'agents (les terrains «Homo»). Il existe également des terrains sur lesquels la surveillance est permanente car ils doivent pouvoir servir de terrain de secours en cas d'impossibilités à larguer le matériel (terrain «Arma-dépôt») mais aussi les agents (terrain «Homo-dépôt»). C'est le cas par exemple du terrain «Chénier» sur la commune de Saint-Saury (Cantal)⁽⁷⁾.

Dessin anonyme. Collection particulière.



L'atterrissage clandestin de Lysanders en France occupée a donné lieu à quelques dessins humoristiques.

On comprend donc que l'homologation par le BOA de tels terrains ne va pas de soi. Après d'ultimes vérifications de la Royal Air Force, les terrains reçoivent un nom de code et se voient attribuer deux phrases de messages personnels passant à la BBC. La première, en forme d'avertissement, indique au responsable du terrain qu'une opération aérienne va être tentée. La deuxième est un message d'exécution répété plusieurs fois le jour même pour indiquer que l'opération aura lieu dans la nuit. Les opérations aériennes se font très souvent par les nuits de pleine lune pour permettre aux équipages de disposer d'une bonne visibilité nécessaire au repérage des terrains homologués, étant donné l'absence très fréquente de possibilité de radioguidage. Le terrain est balisé par des feux allumés par les équipes de réception. Il s'agit ensuite pour elles de cacher les traces de l'opération, de disperser le plus rapidement possible le matériel et les hommes en lieu sûr mais aussi d'organiser les contacts avec la résistance locale pour les agents de la France libre. ■

(1) Rappelons que d'autres agents de la France libre ont déjà mené des missions en France par liaisons maritimes comme Honoré d'Estienne d'Orves.

(2) Cf. Frantz Malassis, « Le Lysander et le Hudson, héros nocturnes des atterrissages clandestins » in *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n° 84 (mars 2016) p. 2 téléchargeable.

(3) Ces liaisons permettent l'acheminement d'un volume de courrier bien supérieur à celui des liaisons radio clandestines.

(4) Deux unités de la RAF sont chargées de ces opérations clandestines les *Squadrons 138* et *161*.

(5) Hugh Verity, *Nous atterrissions de nuit. Les atterrissages secrets de la RAF en France 1940-1944*, Viverols, éd. Vario, 1999.

(6) Chiffres tirés de Michael R.D. Foot, *Des Anglais dans la Résistance. Le service secret britannique d'action (SOE) en France, 1940-1944*, Paris, Tallandier, 2008.

(7) Cf. *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n° 48 (mars 2007) p. 8-9 téléchargeable.

Un acteur au cœur des relations entre Londres et la Résistance métropolitaine : Daniel Cordier

Par Fabrice Grenard

Le livre de Daniel Cordier *Alias Caracalla* est un témoignage exceptionnel pour comprendre les relations tumultueuses qui existent entre la Résistance intérieure et la France combattante. Depuis son entreprise d'écrire la biographie de Jean Moulin à partir des archives, Daniel Cordier s'est fait historien pour s'opposer aux calomnies qui ont pu être développées contre son ancien patron. Si *Alias Caracalla* relève davantage du témoignage, cet ouvrage n'en constitue pas moins une nouvelle pierre dans l'œuvre de Cordier destinée à expliquer le rôle de Jean Moulin et les difficultés de sa mission pour unifier la Résistance française.

Âgé de 19 ans, militant de l'Action française, Daniel Cordier refuse l'armistice et décide de continuer la lutte en embarquant depuis Bayonne pour l'Afrique du Nord. Dérouté vers l'Angleterre, il atteint Falsmouth le 21 juin 1940 et s'engage dans les Français libres. Après une année de formation militaire dans différents camps, il est affecté à l'été 1941 au sein des services secrets de la France libre, le BCRA que dirige le colonel Passy. Sous le code de Bip W, il est parachuté en France, près de Montluçon (Allier), le 26 juillet 1942, comme radio et secrétaire de Georges Bidault, le chef du Bureau d'information et de presse (BIP). Sa rencontre avec Jean Moulin à Lyon, le 1^{er} août 1942 change toutefois le destin de Cordier. Rex l'engage comme secrétaire et lui demande d'organiser son état-major clandestin.

Une plongée dans le quotidien de Jean Moulin...

De l'été 1942 jusqu'à l'arrestation de Moulin à Caluire le 21 juin 1943, Cordier a été le plus proche collaborateur du représentant de De Gaulle en France, décodant sa correspondance⁽¹⁾, assurant ses liaisons, organisant ses réunions clandestines. Celui qui se fait appeler dans la clandestinité *Alain*, en référence au philosophe, a donc été un témoin privilégié des efforts de Jean Moulin pour unifier la Résistance intérieure derrière de Gaulle, qui aboutissent à la fondation du Conseil national de la Résistance (CNR) le 27 mai 1943. Ses souvenirs, publiés sous le titre *Alias Caracalla*⁽²⁾ constituent un témoignage de premier plan pour comprendre à la fois les enjeux de la mission de Moulin mais aussi les nombreuses difficultés auxquelles l'ancien préfet a dû faire face. Car si sa création fut une réussite, le CNR est né dans la douleur du fait des nombreuses tensions qui opposèrent l'envoyé de Londres aux principaux responsables de la Résistance intérieure. Cordier revient notamment sur la méfiance des chefs des grands mouvements de zone Sud, Henry Frenay (Combat), Jean-Pierre Levy (Franc-Tireur), et Emmanuel d'Astier de la Vigerie (Libération-Sud) à l'égard de Rex car ils craignent de voir leurs organisations déposséder de tout pouvoir et de toute identité au profit de la France combattante. Il fut également le témoin de la violente opposition entre Brossolette et Moulin au sujet d'une participation des forces politiques aux côtés des mouvements au sein du CNR.

... qui montre les difficultés de l'unification de la Résistance derrière de Gaulle

L'un des moments où les tensions ont été les plus vives et auraient pu remettre en cause tout le processus d'unification de la Résistance intérieure derrière de Gaulle se situe entre la mi-février et la fin mars 1943. Le secrétaire de Rex se trouve à ce moment précis en première ligne car son patron est reparti à Londres pour rendre compte de sa mission et obtenir de nouvelles directives de De Gaulle. C'est donc Cordier qui, à Lyon, rencontre personnellement les



▲ Jean Moulin.

◀ Daniel Cordier à Delville Camp (Grande-Bretagne) en juillet 1940.

chefs de mouvements et assure les liaisons pour informer Jean Moulin de la situation en métropole. Or, en quelques semaines, l'adoption de la loi sur le Service du Travail Obligatoire (16 février 1943) entraîne des conséquences qui n'avaient pas du tout été prévues : dans les Alpes, le Jura, le Massif Central, des milliers de jeunes réfractaires gagnent des chalets d'alpages, des fermes ou bergeries pour s'y cacher et développer des camps improvisés. S'ils sont pris de court, les chefs de mouvements saisissent tout l'intérêt du phénomène, qui peut

permettre de transformer ces camps de réfractaires en unités combattantes, à condition qu'ils puissent être équipés et encadrés. Informé par les télégrammes que lui envoie Cordier des demandes pressantes des dirigeants des MUR, Moulin refuse que la France combattante augmente son aide financière pour permettre de développer ce que l'on commence à appeler les « maquis ». Rex ne semble pas percevoir l'urgence de la situation créée par l'essor des camps et montre également quelques réticences à utiliser comme forces combattantes des jeunes sans expérience militaire et aux motivations incertaines. L'attitude de Moulin est alors qualifiée de « criminelle » par les chefs de mouvements, qui se sentent abandonnés : « les vrais ennemis de la Résistance, ce ne sont pas les Boches, c'est vous » déclare de façon particulièrement cinglante l'un des responsables de Libération-Sud, Pascal Copeau, à Cordier le 19 mars 1943⁽³⁾. Devant le refus de Moulin de répondre à leurs demandes, certains chefs de mouvements, comme Frenay, songent à s'adresser aux Américains, en passant par la filière suisse. Une telle démarche, en permettant à la Résistance intérieure de s'affranchir de la tutelle de De Gaulle, risquait de détruire tous les efforts développés par Moulin depuis 1942 pour rapprocher les « deux Résistances ». Elle amena finalement Rex à changer de position et à accepter à partir de la fin mars que Londres augmente de façon conséquente son aide aux MUR pour que ceux-ci puissent encadrer les maquis. ■

(1) La correspondance de Jean Moulin était codée pour éviter de donner des informations précises dans son contenu si elle venait à tomber dans les mains allemandes. Ce travail de décodage, très long et fastidieux, nécessite une concentration soutenue.

(2) *Caracalla* n'a pas été le pseudonyme de Cordier dans la résistance mais fait référence au rôle que lui a attribué Roger Vailland dans son roman sur la résistance publié en 1945, *Drôle de jeu*.

(3) Daniel Cordier, *Alias Caracalla*, Gallimard, 2013, p. 862.

Rencontres autour de quelques pages méconnues de l'histoire de la Résistance

Le 8 février, à Paris, **François Romon (photo 1)** est venu présenter son livre *Les écoutes radio dans la Résistance française 1940-1945* (Nouveau monde éditions) pour lequel il a reçu le prix Philippe Viannay-Défense de la France 2017. Son ouvrage est le fruit des recherches qu'il a entreprises à partir des archives de son père et de ses compagnons, officiers des transmissions et opérateurs radio de l'armée française. Gabriel Romon, fusillé le 21 août 1944 à 39 ans par les Allemands, a été le fondateur dans la clandestinité du Groupement des contrôles radioélectriques (GCR) à Vichy avant de rejoindre, en mai 1943, le réseau Alliance. Par ce livre, l'auteur fait revivre une page ignorée de la Résistance : celle menée par les officiers des services techniques des Transmissions de l'Armée d'Armistice. Cinq hommes, tous polytechniciens : Edmond Combaux, Paul Labat, Marien Leschi, André Mesnier et Gabriel Romon, furent les principaux acteurs de cette résistance fournissant aux Alliés de nombreux renseignements. Ces hommes précurseurs des « grandes oreilles » des services de renseignements d'aujourd'hui payèrent le prix fort dans cette lutte clandestine.

Le 14 mars, à Paris, c'est aussi une page méconnue de ces « Années-là », qu'a évoquée **Raphaël Spina (photo 2)**, docteur en histoire contemporaine et enseignant à l'université d'Aix-Marseille lors d'une conférence autour de son ouvrage *Histoire du STO* (Perrin). Le Service du Travail Obligatoire (STO) est sans doute : « l'inconnu le plus célèbre des années noires ». Il fut suivant le mot de Maurice Kriegel-Valrimont : « Une contribution allemande à la Résistance ! ». Au total les lois sur le STO transfèrent, près de 650 000 travailleurs français en Allemagne de l'automne 1942 à l'été 1943, soit la plus importante émigration du territoire national dans un délai aussi bref. Ajoutés aux « volontaires » partis pour certains dès 1940, les effectifs de travailleurs outre-Rhin avoisinent le chiffre de 700 000. La France devient alors le troisième fournisseur de main-d'œuvre du Reich derrière l'URSS et la Pologne mais le premier fournisseur en main-d'œuvre qualifiée. Pour le régime de Vichy et l'occupant les premières « actions Sauckel » de réquisition de septembre 1942 et février 1943, au rebours des idées reçues, sont un succès puisque 250 000 travailleurs rejoignent l'Allemagne, malgré une hostilité



1. François Romon – 2. Raphaël Spina – 3. Fabrice Grenard – 4. Robert Badinier et Jean-Claude Meyer. Photos 1 et 4 © MER. Photos 2 et 3, Frantz Malassis

généralisée. C'est à partir du printemps 1943 que les mouvements de Résistance engagent un effort durable contre ce qu'ils perçoivent comme « la vraie déportation ». Pour « l'oubliée mémoire » ces « anti-héros » ne furent pas des combattants ni des résistants, n'ayant « pas assez » souffert, pour être reconnu comme victimes. En définitive, le STO eut un « grand gagnant » : l'Allemagne nazie, qui bénéficia d'ouvriers plutôt productifs et un « grand perdant » : le régime de Vichy qui y perdit toute légitimité.

Le 24 avril à Paris, **Fabrice Grenard (photo 3)**, directeur historique de la Fondation de la Résistance, a présenté la réédition augmentée de son livre *Une légende du maquis. Georges Guingouin, du mythe à l'histoire* (Vendémiaire). Cette figure emblématique de la Résistance et des maquis, n'avait jamais fait l'objet d'aucun travail scientifique jusqu'à la parution de cette biographie sur Guingouin. Issu d'une habilitation à diriger des recherches soutenue en 2013, ce livre a été bien accueilli par le monde académique et honoré l'année suivante par le prix Philippe Viannay-Défense de la France. L'ouvrage souleva toutefois d'importants débats dans la région d'origine de cet instituteur devenu chef de maquis puis maire de Limoges. Cette réédition est donc l'occasion pour l'auteur de rappeler toute la différence qui existe entre le travail historique et la célébration mémorielle. De faire aussi le point sur les enjeux de l'écriture de l'histoire de la Résistance aujourd'hui et d'évoquer les passions que sa mémoire continue de soulever plus de soixante-dix ans après la fin de la guerre.

En mars, à la Maison diocésaine de Montauban, à l'initiative de notre délégué **Robert Badinier, Jean-Claude Meyer (photo 4)** a présenté son récent livre *Deux destins toulousains : Cardinal Jules Gérard Saliège-Mgr Louis de Courrèges d'Ustou*, préfacé par Le Grand Rabbin Alain Goldmann (éditions Parole et Silence). Compagnon de la Libération, médaillé de la Résistance, le Cardinal Saliège reste une des grandes figures du refus des déportations organisées par l'occupant allemand avec la participation du régime de Vichy durant la Seconde Guerre mondiale. C'est aussi, une des grandes figures de l'histoire religieuse de Toulouse qu'il a marqué pendant un quart de siècle de sa personnalité. Insurgé contre le sort réservé aux Juifs, le 23 août 1942, il ordonne la lecture publique dans son diocèse d'une lettre pastorale restée célèbre. Charles de Gaulle a écrit à propos du cardinal Saliège : « Cet homme était une flamme ». ●

Jean Novosseloff

Retrouvez toutes nos activités sur notre site :

www.memoresist.org

Adhésion :

Si vous voulez soutenir les activités de l'association des Amis de la Fondation de la Résistance :

Cotisation 30 €

(incluant l'abonnement à *Résistance et Avenir*).

Association des Amis de la Fondation de la Résistance
« Mémoire et Espoirs de la Résistance »

Place Marie-Madeleine Fourcade,
16-18, place Duplex, 75015 Paris

Courriel : memoresist@m-e-r.org

site internet : www.memoresist.org

Tél. : 01 45 66 92 32



L'assemblée générale de MER se déroulera le **lundi 9 juillet**. Pour plus d'information consulter le site www.memoresist.org

À lire

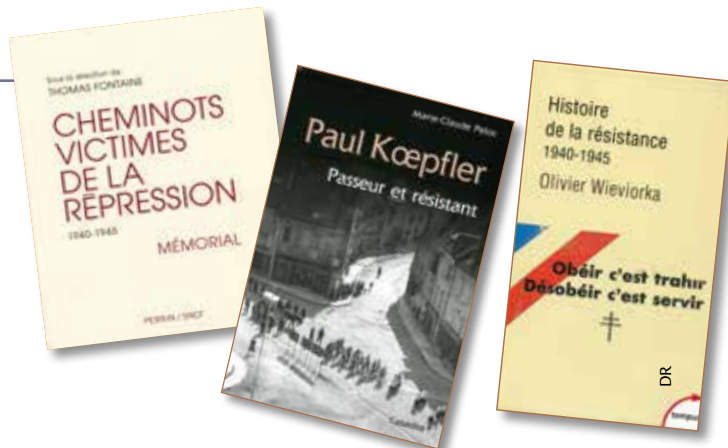
Parmi les livres reçus nous choisissons quelques titres qui nous ont particulièrement intéressés et dont nous vous conseillons la lecture. Vous pouvez retrouver d'autres comptes-rendus de lecture sur notre site www.fondationresistance.org à la rubrique « Nous avons lu ».

Cheminots victimes de la répression 1940-1945, Mémorial.

Sous la direction de Thomas Fontaine. Paris, Perrin/SNCF, 2017, 1 200 p., 25 €.

Fruit d'un travail de recherches de près de cinq ans, mené sous la direction de l'historien Thomas Fontaine, ce « livre mémorial » souhaité par la SNCF à la suite des nombreuses polémiques développées autour du rôle de cette institution sous l'Occupation et coédité par les éditions Perrin et Rail et Histoire permet de découvrir, par ordre alphabétique, les 2 229 – un chiffre pas forcément exhaustif – agents ou anciens employés de la SNCF ayant été victimes de la répression menée par le gouvernement de Vichy ou les Allemands en France entre 1940 et 1945. Les cheminots évoqués ici ont œuvré dans toutes les sphères et les actions de la Résistance, même si une majorité des cas présentés sont des militants communistes ou syndicaux. L'ouvrage évoque aussi les cheminots qui, sans forcément être engagés dans la Résistance, ont été victimes de représailles de la part des Allemands, surtout en 1944, et qui représentent environ 15 % des cas évoqués.

Les 40 auteurs mobilisés pour le projet se sont efforcés d'utiliser



l'ensemble des sources disponibles (plaques commémoratives apposées dans les gares dès 1945, archives de la SNCF, archives du Service historique de la Défense et archives familiales) pour rédiger des fiches comprenant une biographie et évoquant les conditions du décès de la personne. Ce « livre mémorial » réalisé sur une base scientifique et consacré à une corporation particulière est un formidable outil pour ceux qui s'intéressent à la fois à l'histoire de la Résistance et à celle de la SNCF. Il s'ajoute à d'autres dictionnaires biographiques concernant la répression allemande en France comme le *Dictionnaire des fusillés* publié aux éditions de l'Atelier sous la direction de Claude Penetier, Jean-Pierre Besse, Thomas Pouty et Delphine Leneveu.

La Résistance en Chartreuse: Voiron, Voreppe, Saint-Laurent-du-Pont.

Jean-Philippe Landru. Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 2016, 341 p., 19 €.

Moins connue que le Vercors, la Chartreuse a été une base importante de la Résistance. Plusieurs foyers de maquis s'y sont développés à partir de 1943. S'appuyant à la fois sur les témoignages et sur les documents d'archives, l'historien Jean-Philippe Landru offre une monographie très informée sur la Résistance dans la région de Voiron, entre vallées, plateaux et massifs de la Chartreuse. Il

évoque notamment le rôle d'Henri Grouès, dit l'abbé Pierre, vicaire à la cathédrale de Grenoble dans la constitution des filières de sauvetage et l'histoire tragique du maquis de Malleval. Comprenant une centaine de maquisards à la Noël 1943, le camp implanté dans un cirque au pied des falaises, est attaqué par la *Wehrmacht* le 29 janvier 1944. La situation géographique du maquis ne laisse aucune solution de repli à ses membres dès lors que les Allemands attaquent à la fois depuis le village situé en contrebas tout en tenant le haut des falaises qui surplombent le cirque. L'attaque fait 34 morts parmi les maquisards et entraîne la déportation de huit civils (dont 5 ne reviendront pas). Cette opération méconnue préfigure les actions allemandes anti-maquis menées durant les mois suivant dans les Alpes, notamment sur les plateaux des Glières et du Vercors.

Paul Koepfler: passeur et résistant.

Marie-Claude Pelot. Divonne-les-Bains, éditions Cabedita, 2017, 160 p., 24 €.

Paul Koepfler (1921-1943) est le passeur du Jura le plus célèbre, qui réussit l'exploit de faire franchir la ligne de démarcation près de Poligny à 120 personnes au cours de la nuit de Noël 1940. Arrêté en mars 1941, condamné à mort, Koepfler se tranche la gorge dans sa cellule et profite de

son transfert à l'hôpital pour s'évader. Après avoir repris ses activités de résistance, il est abattu par la police allemande à Poligny le 31 mars 1943. L'historienne Marie-Claude Pelot, qui s'appuie à la fois sur les témoignages, les archives départementales et le dossier individuel disponible au Service historique de Vincennes (série 16 P) s'efforce de retracer la trajectoire de Koepfler et de la remettre dans son contexte. L'ouvrage fournit de nombreux renseignements sur l'univers des passeurs et l'organisation des filières. Mais surtout, l'auteur démontre qu'au-delà de son rôle de passeur, Koepfler travaillait pour le compte du réseau mis en place par le commandant de Saules sous la couverture des Travaux ruraux et jouait donc un rôle important pour la collecte de renseignements dans un territoire stratégique situé à l'intersection de la zone occupée au Nord, de la zone interdite à l'Est, de la zone dite libre et de la Suisse au Sud.

Histoire de la résistance 1940-1945.

Olivier Wieviorka.

Paris, Perrin, 2018, 767 p., 12 €.

L'ouvrage de synthèse consacré par Olivier Wieviorka, professeur à l'ENS Cachan, à l'histoire de la Résistance en France entre 1940 et 1945 s'est imposé à sa sortie en 2013 comme une référence et avait été salué par les médias même s'il avait suscité des débats au sein de la communauté académique. Un compte-rendu de cet ouvrage avait été publié dans *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n° 72 (juin 2013). Il est désormais disponible en version de poche dans le cadre d'une nouvelle édition augmentée de certains travaux qui ont pu être réalisés sur le sujet depuis la première édition. ●

Fabrice Grenard

Les Cahiers de la Fondation de la Résistance n° 1 (2013-2016).

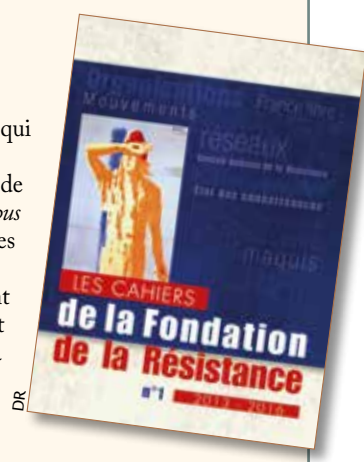
Fondation de la Résistance, 110 pages, 10 € ou 15 € franco de port

Depuis 2013, *La Lettre de la Fondation de la Résistance* consacre la moitié de sa pagination à un dossier thématique qui fait le point sur un aspect de la Résistance française en s'appuyant sur les recherches les plus récentes.

Ces synthèses très appréciées de nos lecteurs ont fait l'objet d'une réédition sous la forme d'un premier numéro de 110 pages des *Cahiers de la Fondation de la Résistance* n° 1 2013-2016. Découpé en quatre chapitres, ce premier *opus* présente successivement : les organisations de Résistance, des études régionales, des aspects de la Libération et des représentations de la Résistance.

Vous pouvez vous procurer ce premier *opus* des *Cahiers de la Fondation de la Résistance* soit en le retirant directement dans nos locaux au siège de la Fondation de la Résistance où il est en vente au prix de 10 €, soit en le commandant en précisant sur papier libre vos nom, prénom et adresse postale complète et en le retournant à Fondation de la Résistance (30, boulevard des Invalides - 75007 PARIS) accompagné de votre règlement de 15 € (frais de port compris) par chèque bancaire à l'ordre de la Fondation de la Résistance. ●

Frantz Malassis



Activités du département AERI

La base sur les faits de Résistance en Île-de-France

Le musée de la Résistance en ligne propose depuis quelques semaines une base de données recensant près de 6 500 actes de Résistance commis en Île-de-France entre juillet 1940 et la mi-août 1944, juste avant les combats de la Libération. Cette base est issue des recherches historiques effectuées pour la réalisation du DVD-ROM *La Résistance en Île-de-France*, édité par l'Association pour des études sur la Résistance intérieure (AERI) en 2004. Sa mise en ligne (<http://museedelaresistanceenligne.org/evenement.php>) a bénéficié du soutien du conseil départemental des Yvelines, de la DRAC Île-de-France et du Service interministériel des archives de France.

Au regard des fonds d'archives librement communicables à la fin des années 1990, la base a commencé à être alimentée par les rapports des Renseignements généraux du département de la Seine recensant les actions sur la voie publique : propagande, manifestations, attentats et sabotages. Afin de lui conserver son caractère homogène, il a alors été décidé de les compléter par les archives de Seine-et-Oise et Seine-et-Marne émanant des forces de répression.

En dépit de la richesse d'une telle base, le lecteur doit se garder d'imaginer qu'il peut appréhender la Résistance en Île-de-France – ou dans sa commune – en consultant des rapports qui ne livrent qu'un aperçu partiel et parfois partial du sujet. Rappelons en effet que les rapports des forces de répression ne se font écho que des actes qui ont pu être identifiés. Pour un attentat repéré, combien de sabotages « invisibles » ? Combien de faux papiers confectionnés ou d'évasions réussies ? Assurément, la Résistance n'est pas un phénomène

quantifiable. Par ailleurs, les séries d'archives qui ont été dépouillées sont loin d'être continues et complètes : il faut citer, par exemple, ces registres de rapports de gendarmerie dont les pages courant de juin 1940 à août 1944 ont disparu. De fait, des secteurs entiers de la région ne sont pas couverts et restent muets.

En conclusion, il est également important de souligner que l'absence de réponse sur une commune ne signifie pas l'inexistence d'une activité résistante locale. Il semble nécessaire de renoncer à toute analyse quantitative et de considérer cette base chronologique, avant toute chose, comme un réservoir d'exemples et un moyen de se figurer la diversité des lieux et des faits de Résistance.

Nous espérons que sa mise en ligne sur internet permettra aux chercheurs qui le souhaitent de la compléter, mais uniquement avec les fonds d'archives de la répression non explorés. ●

Fabrice Bourrée



1 - Masque de saisie qui permet de rechercher dans les 6 500 actes de résistance répertoriés en Île-de-France.

2 - Exemple d'une fiche de cette base. En bas de chaque fiche sont mentionnées les sources d'archives utilisées pour l'écrire.

21 juillet 1943 - Montigny-le-Bretonneux, canton de Versailles (Seine-et-Oise) - 78 Yvelines

Attaques, attentats, sabotages

A Montigny-le-Bretonneux, le 21 juillet 1943, un acte de sabotage a été commis à l'aide de deux pétards de dynamite sur un pylône de ligne à haute tension, situé sur le chemin départemental n° 127, entre la RN 10 et l'Autostrade. Deux explosions ont été entendues vers 21h50. Le pylône a été détruit. Cette ligne de transport électrique alimentait le secteur SNCF et les usines de Versailles. Des restes de cordon et un détonateur ont été découverts sur place. Les auteurs du

Carte interactive des lieux de mémoire

Le travail d'intégration des lieux de mémoire se poursuit grâce à de nombreuses contributions, notamment *via* l'application mobile « Lieux de mémoire 1940-1945 ». Chaque nouvelle contribution nécessite un travail de recherche et de rédaction pour contextualiser la notice associée à la photo. À ce jour, la carte interactive recense plus de 2 000 plaques commémoratives, stèles et monuments disséminés sur le territoire national, ce qui représente un enrichissement de plus de 800 références en deux ans.

N'hésitez pas à contribuer à ce travail de recensement de notre patrimoine mémoriel *via* l'application mobile ou par mail : departement.aeri@fondationresistance.org

Cette carte est accessible grâce à cette adresse : <http://museedelaresistanceenligne.org/lieux/>

La Fondation participe à la Journée nationale de la Résistance 2018 à Paris et en province.

Le 25 mai 2018, l'association Centre départemental de la Mémoire Résistance et Déportation présidée par Jean-Paul Bedoin et le Conseil scientifique sur la Seconde Guerre mondiale en Dordogne présidé par le professeur Bernard Lachaise ont invité Fabrice Grenard, directeur historique de la Fondation de la Résistance, à présenter à Périgueux le programme du Conseil national de la Résistance (CNR) adopté en mars 1944. Cette conférence organisée dans le cadre de la Journée nationale de la Résistance, a permis de rappeler aux 70 auditeurs le processus d'unification de la Résistance à travers le CNR, les conditions dans lesquelles a été adopté le programme du 15 mars 1944, son application à la Libération tout en posant la question de son héritage actuel.

Le 27 mai 2018, la Fondation de la Résistance a commémoré l'anniversaire de la séance constitutive du Conseil national de la Résistance.

Depuis quatorze ans, à cette date la Fondation organise une cérémonie très sobre sur le monument Jean Moulin situé en bas des Champs-Élysées, à laquelle l'ANACR et le Comité parisien de la Libération sont aujourd'hui associés, avant de présider au ravivage de la Flamme sous l'Arc de Triomphe. En cette année du 75^e anniversaire du CNR, ces deux cérémonies instaurées par la Fondation de la Résistance ont été honorées de la présence de Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées et d'une délégation de Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne).

Nous reviendrons plus longuement sur l'ensemble des cérémonies de cette Journée nationale de la Résistance dans notre numéro de septembre. ●

Fabrice Grenard et Frantz Malassis

Ravivage de la Flamme 27 mai 2018. Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées entourée du préfet Victor Convert, directeur général de la Fondation de la Résistance et d'élus et de représentants de la commune de Villeneuve-sur-Lot.



© Photo M. Laisné

Activités du département documentation et publications

Remise du fonds François Bayet (1926-1945) grâce à la commission archives.

Depuis l'année 2000, la Fondation de la Résistance, la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, le ministère de la Culture (Archives de France) et le ministère de la Défense (direction des Patrimoines, de la Mémoire et des Archives) se sont associés pour créer la « commission archives ». Dès 2001, cette commission a lancé une campagne nationale de sauvegarde des archives privées de la Résistance et de la Déportation en sensibilisant leurs éventuels détenteurs par l'intermédiaire du *Guide du détenteur d'archives de la Résistance et la Déportation*⁽¹⁾, de réunions de sensibilisation départementales et d'une exposition « Ensemble, sauvegardons les archives privées de la Résistance et de la Déportation »⁽¹⁾.

Ce travail de sensibilisation a permis à la « commission archives » de contribuer à la sauvegarde d'un important fonds d'archives, celui de François Bayet et de l'association des Parents d'étudiants morts dans la Résistance.

Une résistance lycéenne

Né le 24 mai 1926 à Paris (XVI^e), François Bayet⁽²⁾ est issu d'une famille d'intellectuels parisiens. Son père, Jean Bayet (1892-1969) est professeur de langue et littérature latines à la Sorbonne⁽³⁾. Élève au lycée Montaigne à Paris, François Bayet se réfugie avec toute sa famille dans l'Allier lorsque la guerre est déclarée. Avec ses deux sœurs Jeanne et Claire, il fréquente alors le lycée Banville de Moulins où il assiste à la débâcle de 1940. De retour dans un Paris métamorphosé par l'occupation allemande, il entre au lycée Louis-le-Grand. Dès lors, il n'accepte ni la défaite ni l'Occupation. À 16 ans, en juillet 1942, il est témoin de la rafle du Vél'd'Hiv où, en tant que scout, il a été envoyé pour assister les populations juives raflées en leur distribuant de l'eau. Il décide alors de rejoindre l'Armée d'Afrique laissant à ses parents une lettre expliquant ses motivations. Il réussit à franchir la ligne de démarcation et gagne Port-Vendres (Pyrénées-Orientales) pour rejoindre l'Afrique de Nord. Ses parents ayant déclenché une recherche, François Bayet est arrêté par la gendarmerie au moment même où il allait s'embarquer. Il est alors renvoyé dans sa famille à Paris par le procureur de la République.

Ce premier échec n'entame pas sa volonté d'agir contre l'occupant. En novembre 1942, il rallie le corps franc *Liberté* qui dépend du réseau Vélites-Thermopyles. Les corps francs préparant leurs membres à une action militaire, il s'entraîne au maniement d'armes dans une classe désaffectée du lycée Louis-le-Grand, ainsi qu'à des entraînements nocturnes en forêt de Chevreuse dans les Yvelines.

Le maquis et la déportation

Le 5 juin, il reçoit l'ordre de rallier la Ferté-Saint-Aubin, au sud d'Orléans (Loiret). Depuis ce lieu de ralliement les jeunes résistants sont répartis dans différents maquis assez proches. Là ils attendent les ordres et les parachutages d'armes. Le 10 juin au matin, les groupes dispersés autour de la Ferté-Saint-Aubin sont cernés par les Allemands⁽⁴⁾. À la tête de son groupe de 16 résistants, il parvient à échapper un temps à l'encerclement. Mais bientôt son groupe est capturé. François Bayet est écroué à la prison d'Orléans avant d'être interné au camp de Royallieu à Compiègne.

Le dimanche 2 juillet 1944, il est déporté. Son convoi, qui compte 2162 déportés, est le plus important parti de Compiègne. Il est resté tristement célèbre sous le nom de « train de la mort » en raison du nombre élevé de décès survenus durant le voyage (près d'un quart des déportés). Arrivé le 5 juillet 1944 au camp de Dachau, François Bayet qui reçoit le matricule 77991 est ensuite transféré au camp de Neckargerach où il participe à des sabotages de la production. Le 19 décembre 1944, très affaibli, il est dirigé vers Vaihingen, camp mouiroir dans lequel sont envoyés les déportés qui ne peuvent plus travailler. Il y décède le 5 avril 1945⁽⁵⁾.

Dès la fin de la guerre, le souvenir de François Bayet est entretenu dans sa famille mais aussi dans les lycées qu'il fréquenta et à la Ferté-Saint-Aubin où la mémoire de son groupe de résistants fait l'objet, chaque année, d'une cérémonie imposante.

L'émergence de la mémoire d'un groupe

En juillet 2017, la « commission archives » a été contactée par Anne-Clelia Salomon-Monge, fille de Claire Salomon (née Bayet) et nièce de François Bayet et de Jeanne Boucourechliev-Bayet, qui nous a remis les archives sur son oncle. Après expertise, d'un commun accord avec Anne-Clelia Salomon-Monge, ce fonds a été donné aux Archives nationales.

Au-delà de l'évocation du parcours de François Bayet, ce fonds reflète le processus de deuil d'une famille qui a perdu l'un des siens en déportation. Il permet aussi de comprendre comment à partir d'une mémoire familiale se constitue peu à peu la mémoire d'un groupe plus large : celle des étudiants et lycéens résistants morts pour la France. Ainsi, à côté des pièces administratives « classiques » d'un résistant mort en déportation, on trouve des portraits de ses camarades de la Ferté-Saint-Aubin et des lettres de témoignages de déportés écrites entre 1945 et 1946. Les rescapés sont sollicités par la famille Bayet qui



Photo famille Bayet

François Bayet

cherche à reconstituer les derniers moments et les circonstances de son décès en parallèle des enquêtes officielles. L'ensemble de ces papiers est complété par des documents sur l'association des Parents d'étudiants morts dans la Résistance (déclarée le 19 mai 1953) devenue ensuite Mémoire des étudiants résistants (déclarée le 18 septembre 1993). En mémoire de son frère, Jeanne Boucourechliev-Bayet, s'est impliquée dans cette dernière association en devenant sa présidente. Cette partie importante du fonds est notamment composée des statuts des deux associations, de comptes rendus de l'association Mémoire des étudiants résistants (1994-2003), des textes de allocutions et de photographies des différentes cérémonies organisées dans les jardins du Sénat en hommage aux lycéens et étudiants résistants morts pour la France (1995-2003), de correspondances, de témoignages sur la vie dans les lycées parisiens sous l'Occupation dont celui de Jeanne Boucourechliev-Bayet au lycée Fénelon. ●

Frantz Malassis

(1) Disponible auprès de Frantz Malassis (0147056787).

(2) Cette biographie a été rédigée à partir de sa notice écrite par sa sœur Jeanne Boucourechliev-Bayet, consultable à la rubrique « Ne les oublions pas » du site internet de Mémoire et Espoirs de la Résistance (www.memoresist.org) et des pièces d'archives du fonds François Bayet.

(3) Il est directeur général de l'Enseignement en 1944.

(4) Lors de l'attaque allemande de la ferme de By, il y a eu 44 maquisards tués tandis qu'une cinquantaine de résistants sont arrêtés. Parmi eux, 22 sont fusillés alors que les autres sont transférés à la prison d'Orléans.

(5) Cf. le *Livre mémorial des déportés de France arrêtés par mesure de répression et dans certains cas par mesure de persécution 1940-1945*, Paris, Fondation pour la Mémoire de la Déportation, éditions Tirésias, 2004, tome II, p. 1090.